

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/LR

**Arrêté préfectoral modifiant les servitudes d'utilité publique (SUP) instaurées
par arrêté préfectoral du 15 février 2013 sur l'ancien site des ETS JULES DE SURMONT ET FILS
(parcelles HT20, HT182, HT273, HT275, HT283, HT284, HT325, HT326, HT327, HT328)
sur la commune de TOURCOING**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 515-8 à L. 515-12, R. 515-31-1 à R. 515-31-7 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 151-43 et L. 153-60 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 février 2013 instaurant des servitudes d'utilité publique sur l'ancien site des ETS JULES DE SURMONT ET FILS à TOURCOING ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté municipal du 2 décembre 2022 accordant un permis d'aménager comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions délivré par le maire au nom de la commune de TOURCOING ;

Vu l'arrêté municipal rectificatif du 3 avril 2023 accordant un permis d'aménager comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions délivré par le maire au nom de la commune de TOURCOING ;

Vu la demande du 4 avril 2022, présentée par la société VILOGIA, sise 271 boulevard de Tournai 59664 VILLENEUVE D'ASCQ, en vue de modifier l'arrêté préfectoral de servitudes d'utilité publique de l'ancien site des ETS JULES DE SURMONT ET FILS à TOURCOING ;

Vu le dossier de demande référencé ANTEAGROUP n° A113643/version C du 9 février 2022 et le plan de gestion et analyse des risques résiduels référencé ANTEAGROUP n° A111182/version B du 15 février 2022 ;

Vu les dossiers produits à l'appui de cette demande ;

Vu le rapport du 18 octobre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de la commune de TOURCOING par courrier recommandé du 3 février 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance des propriétaires des parcelles concernées (VILOGIA, SCCV BRADFORD AVENUE, LILLE MÉTROPOLE HABITAT et le conseil départemental du Nord) par courriers recommandés du 3 février 2025 ;

Vu l'absence d'avis du conseil municipal de TOURCOING dans le délai fixé à un mois à réception du projet d'arrêté susvisé ;

Vu l'absence d'avis des propriétaires des parcelles concernées (VILOGIA, SCCV BRADFORD AVENUE, LILLE MÉTROPOLE HABITAT et le conseil départemental du Nord) dans le délai fixé à un mois à réception du projet d'arrêté susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. l'arrêté préfectoral de servitudes d'utilité publique du 15 février 2013 interdit les plantations potagères ou fruitières ou toute plantation destinée à l'alimentation humaine ou animale ;
2. l'analyse des risques résiduels du plan de gestion réalisé par la société ANTEAGROUP démontre que le risque sanitaire est acceptable pour l'aménagement de potagers en pleine terre et d'arbres fruitiers comestibles ;
3. les restrictions prévues à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral de servitudes d'utilité publique précité doivent être complétées afin de garantir la maîtrise des plantations ;
4. les modifications du découpage parcellaire actées par le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la métropole européenne de LILLE en vigueur ;
5. les servitudes ne concernent que l'emprise du site, et le nombre de propriétaires est restreint, ce qui permet de substituer la procédure de consultation des propriétaires, conformément à l'article L. 515-12 du code de l'environnement, à l'enquête publique prévue à l'article L. 519-9 du même code ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les sols et les eaux souterraines du périmètre défini en annexe 1 du présent arrêté correspondant à l'ancien site exploité par les ETS JULES DE SURMONT ET FILS au 47 rue de Bradford 59200 TOURCOING.

Les parcelles concernées par ces servitudes sont précisées à l'article 3 du présent arrêté. Les servitudes couvrent l'ensemble de ces parcelles.

Article 2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Références des articles correspondants au présent arrêté Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral du 15 février 2013	Article 1	Article 3 : mise à jour des références cadastrales
	Article 2.3	Article 4 : supprime et remplace

Article 3 – Parcelles cadastrales concernées

Les servitudes instituées par le présent arrêté concernent les parcelles cadastrées suivantes :

Commune	Références cadastrales		Surfaces en m ²
TOURCOING	HT265*	HT273	8 730
		HT275	10 645
		HT283	4 707
		HT284	5 553
	HT20		303
	HT182		947
	HT3*	HT325	751
		HT326	329
	HT266*	HT327	3 818
		HT328	2 011

* ancienne référence cadastrale

Le plan cadastral est présent en annexe 1 de l'arrêté.

Article 4 – Maîtrise des plantations

Pour les parcelles HT283, HT284, HT326, HT328 : les plantations potagères ou fruitières ou toute plantation destinée à l'alimentation humaine ou animale sont interdites.

Pour les parcelles HT20, HT182, HT273, HT275, HT325, HT327 : la plantation de végétaux destinés à la consommation humaine ou animale est autorisée sous réserve du respect des prescriptions de prévention des risques établies par le plan de gestion et l'analyse des risques sanitaires, à savoir :

- la séparation physique en cas de réalisation de potagers hors-sol (terres saines séparées par un géotextile et grillage avertisseur ou substitut) ;
- la substitution des terres sur 80 cm par des terres végétales saines, au droit des jardins potagers réalisés en pleine terre (terres saines séparées par un géotextile et grillage avertisseur ou substitut) ;
- en cas de plantation d'arbres fruitiers comestibles, cette substitution s'effectuera sur la hauteur des terres contaminées, soit jusqu'à 2 m minimum. Une validation de conformité vis-à-vis des hypothèses de l'analyse des risques sanitaires devra être réalisée par l'analyse des fonds de fouille ;
- avant toute consommation de végétaux auto-produits, des analyses seront effectuées afin de valider l'absence de risque pour les consommateurs.

Article 5 – Transcription

En vertu des dispositions de l'article L. 515-10 du code de l'environnement, des articles L. 151-43 et L. 153-60 du code de l'urbanisme et de l'article 36 2° du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, les présentes servitudes devront être annexées aux documents d'urbanisme de la commune de TOURCOING et de la métropole européenne de LILLE et faire l'objet d'une publicité foncière.

Article 6 – Levée des servitudes

Ces servitudes ne pourront être levées que par suite de la suppression totale des causes les ayant rendues nécessaires et après avis du préfet du Nord.

Article 7 – Sanctions

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 8 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux :

- maire de TOURCOING ;
- président de la métropole européenne de LILLE ;
- propriétaires des parcelles concernées (VILOGIA, SCCV BRADFORD AVENUE, LILLE MÉTROPOLE HABITAT et le conseil départemental du Nord) ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de TOURCOING et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-autorisations-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le **4 AVR. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

P.J. : annexe 1 – Périmètre des servitudes d'utilité publique de l'ancien site des ETS JULES DE SURMONT ET FILS sur la commune de TOURCOING

- 4 AVR. 2025

Guillaume AFONSO

AFONSO
PUBLIQUE
T FILS

